



attac

# Le Courriel d'information

n°133 – Mardi 09 mai 2000.

## AGIR MONDIALEMENT

### Dans ce numéro

- 1- Ancrage citoyen (bis)
- 2- Pour un sommet des peuples à Genève
- 3- Cyber accès aux décisions de l'Onu
- 4- Appel d'Amsterdam
- 5- Répression violente contre le MST
- 6- Brèves d'OMC
- 7- Vous avez rendez-vous avec ATTAC

### En bref...

Ancrage citoyen (bis) : suite à notre article de la semaine dernière, les organisateurs de la conférence de Saint Denis ont accepté d'offrir la gratuité d'accès aux membres d'ATTAC.

Pour un sommet des peuples à Genève : M Izzat Abdel Hadi présente les enjeux politiques et sociaux du sommet de l'ONU (Copenhague +5) fin juin à Genève et appelle de ses vœux une prise en compte des peuples dans le processus onusien.

Cyber accès aux décisions de l'ONU : voici une invitation à participer au sommet de l'ONU (Pékin +5) qui se déroulera à New York au début juin. L'articulation entre cette conférence sur les questions du « genre », des femmes et de la mondialisation, et le sommet social à Genève est évidente. Les deux se complètent et se répondent d'un bout à l'autre du mois de juin.

Appel d'Amsterdam : voici le texte d'un appel à signatures d'organisations portant sur l'annulation de la dette des pays africains. Cet appel prépare la conférence internationale Dakar 2000 qui se déroulera en décembre.

Répression violente contre le MST : le gouvernement brésilien de s'opposer violemment aux revendications du Mouvement des Sans Terre.

Brèves d'OMC : Le développement durable à l'épreuve de l'Organisation Mondiale du Commerce.

### Ancrage citoyen (bis)

Les 17, 18, 19 et 20 mai. Conférence de Saint Denis. <http://www.saintdenisconferences.com>

L'accès à cette conférence est normalement payant. Cependant les organisateurs de cette conférence ont accepté d'offrir la gratuité d'accès aux adhérents d'ATTAC sur présentation de leur carte et/ou de leur n°d'adhérent. Pensez à es contacter dès à présent afin de leur signaler votre présence.

Le groupe « Glocal » [glocal@attac.org](mailto:glocal@attac.org)

### Pour un Sommet des Peuples à Genève

Déclaration à la seconde Commission Préparatoire de l'assemblée générale des Nations Unies sur le Développement Social,

d'Izzat Abdel Hadi, au nom du Groupe Développement, le vendredi 7 avril, lors de la séance plénière de l'après-midi. Le discours a été dit en arabe et a beaucoup attiré l'attention des délégués, particulièrement des délégations arabes. Pour une version en arabe du document, veuillez contacter Izzat Hadi, à l'adresse [bisanrd@palnet.com](mailto:bisanrd@palnet.com) ou Ziad Samal, [spl@inco.com.lb](mailto:spl@inco.com.lb)

Mesdames et Messieurs, éminents délégués,

Au nom des ONG du monde Arabe, d'Asie, d'Afrique, d'Amérique Latine, d'Europe et des Etats-Unis, nous voudrions exprimer notre profonde inquiétude.

Si les progrès faits pendant cette semaine dans la préparation du Sommet Genève 2000 devaient se mesurer au nombre de parenthèses



attac

enlevées au texte, nous pourrions être satisfaits. Cependant, si nous mesurons ces progrès sur la qualité du texte auquel nous en sommes maintenant arrivés, nous sommes profondément déçus.

Eminents délégués, nous partageons avec nos confrères de la "Ecumenical Team" la crainte que la Déclaration Politique n'aborde pas les défis essentiels auxquels nous sommes confrontés dans le développement social. Nous sommes d'accord avec eux que la Déclaration Politique risque d'atténuer ce qui a été décidé à Copenhague. Avec eux nous nous inquiétons du manque de sagacité de la Déclaration Politique. Avec eux nous croyons qu'après Seattle nous ne pouvons pas éviter de re-examiner le lien entre la mondialisation et le développement social. La Déclaration Politique devrait être basée sur cette réalité. Eminents délégués, nous partageons avec nos consœurs du Groupe Femmes l'opinion que les femmes sont au centre du développement social. En évaluant si nous avons ou non progressé dans le développement social, nous ne nous engageons pas dans un exercice théorique. C'est de la vie quotidienne de personnes, et de femmes en particulier, que nous parlons. Nous débattons pour savoir si les femmes sont en mesure de nourrir leurs enfants. Nous nous demandons si les femmes reçoivent les soins dont elles ont besoin quand elles donnent le jour à la génération du futur. Nous nous demandons si les femmes sont en mesure d'assurer à leurs enfants éducation et santé. On ne peut discuter de développement social sans inclure la vie réelle des femmes.

Distingués délégués, les Peuples du monde entier cherchent une direction dans le monde d'après-Seattle. Seattle a donné clairement le message que la mondialisation peut profiter à quelques-uns, mais pas à la majorité des gens. En d'autres termes les bénéfices de la mondialisation ne sont pas également répartis. En dépit d'années de discours selon lesquels la mondialisation conduirait à la croissance économique, et que la croissance économique mènerait à l'éradication de la pauvreté, rien ne s'est produit. Ainsi que l'a noté le Secrétaire Général des Nations Unies, il y a aujourd'hui davantage de personnes qui vivent dans la pauvreté qu'il y a cinq ans.

Mesdames et Messieurs, l'importance des engagements de Copenhague apparaissait dans la reconnaissance de la connexion intrinsèque entre le développement social et de conditions propices. Depuis 1995 des millions de personnes, particulièrement en Asie du Sud-Est, ont été précipitées dans la pauvreté en raison de

crises financières. Donc une critique de la mise en application de Copenhague n'est pas sérieuse, sauf si elle reconnaît les causes des crises financières et propose des solutions. La Déclaration de Genève 2000 n'est crédible que si elle ouvre quelques perspectives sur la façon dont la Communauté Internationale à l'intention d'assurer une stabilité financière et de s'occuper des problèmes causés par le mouvement de capital spéculatif et d'investissement de portefeuilles.

Eminents délégués, les Peuples attendent beaucoup du Sommet Genève 2000. Le développement social tient à cœur à beaucoup. Nous croyons que le Sommet devrait montrer qu'il n'est pas indifférent aux principales questions qui sont identifiées par nos sociétés comme étant à la source de leurs problèmes. Nous croyons qu'en l'an 2000 le Sommet doit aborder les problèmes causés par le poids insoutenable des dettes qui se sont encore plus accumulées dans les pays en voie de développement depuis Copenhague. Des gens du monde entier sont convaincus que le système actuel de prêts et d'emprunts est profondément injuste et qu'il est presque entièrement dominé par les crédettes. Ce consensus doit se refléter dans le Sommet Genève 2000.

Mesdames et Messieurs. Les mots ne changent pas le monde. Le silence non plus.

Le pouvoir se construit sur le dialogue politique, et le pouvoir courageux se construit en affrontant les problèmes de société. Il y a une énorme crise dans le système international. Nous croyons que l'O.N.U. est l'institution la plus ouverte à la participation et la plus démocratique basée sur les aspirations de l'humanité que nous partageons tous. Nous croyons que votre tâche est de remettre aux dirigeants des propositions de changements dans le système international afin d'aborder les graves sujets que nous avons évoqués. Nous croyons fortement que nous avons besoin de ces processus de dialogue politique. Et il faut aussi que nous promettons de rester engagés dans ces processus de dialogue politique. Nous croyons que le Sommet n'a aucune crédibilité sans suivi et continuité politique. Pour cela vous devez vous engager à entamer un autre sommet en 2005 afin de discuter de la mise en application des engagements.

Mesdames et messieurs, en tant que représentants de la société civile nous vous offrons nos compétences, nous vous offrons notre soutien et notre engagement dans ce



attac

processus. Mais nous devons aussi dire clairement que l'échec de Seattle nous a adressé un avertissement.

Nos dirigeants doivent écouter ce que nos peuples ont à dire. Vous, nos représentants, devez discuter de ce qui concerne les gens. Le Sommet de Genève doit dire clairement et sans équivoque que nous avons besoin de changer l'orientation dans laquelle nous nous débattons et il doit aborder de manière forte ce qui préoccupe les gens aujourd'hui.

Mesdames et messieurs. Notre objectif est clair. Nous préparons un "Sommet des Peuples". Vous pouvez faire du Sommet de Genève un "Sommet des Peuples". Mais si vous ne le faites pas, nous le ferons. Nous aurons un "Sommet des Peuples". Nous espérons que vous nous rejoindrez dans nos efforts.

Merci pour votre attention

Parue dans ATTAC Newsletter n°30  
Traduction Patrick Bouyer. [cooditrad@attac.org](mailto:cooditrad@attac.org)  
Pour contacter l'organisation du sommet parallèle précédant Genève 2000 [geneve2000@ras.eu.org](mailto:geneve2000@ras.eu.org)

### **Cyber accès aux décisions de l'Onu**

Du 5 au 9 juin 2000, à New York, l'Onu organise une session spéciale de son Assemblée générale intitulée "égalité hommes/femmes, développement et paix pour le XXIe siècle". Cette conférence aussi appelée "Pékin +5" constitue le suivi de la quatrième conférence mondiale des femmes de l'Onu, tenue il y a cinq ans à Pékin en Chine. Les gouvernants de ce monde sont donc sommés d'évaluer la mise en place des accords pris et des promesses données afin d'améliorer la situation des femmes et leur accès aux droits humains, mis sur le papier et signés dans la "plate-forme pour action de Pékin". Les 186 Etats participants devront répondre aux questions suivantes : quel est l'état actuel des droits des femmes dans les diverses régions du monde? Quels accords ont été honorés et quels besoins doivent encore être renforcés?

Dans ce processus d'évaluation, une série de domaines seront examinés incluant la pauvreté croissante des femmes, le non respect de leurs droits élémentaires, leur non visibilité dans les médias, la situation dramatique des petites filles, le déficit d'éducation, de santé, la destruction de l'environnement, la permanence du « plafond de verre », le trafic des femmes,

les effets de la mondialisation, ou encore leur non accès aux tables de négociations de paix.

Les femmes du monde entier et leurs organisations suivront ce processus avec un énorme intérêt. L'heure n'est plus en effet, à la participation mais à l'écoute, puis à la diffusion. Le système Onusien ne permet plus aucune participation de la société civile. Des conférences préparatoires régionales et une conférence de trois semaines en mars dernier ont permis aux ONG d'exercer des pressions, de transmettre des rapports alternatifs. Mais le système est verrouillé, les documents sont codés, utilisant un langage incompréhensible par la majorité des militantes. Le rendez-vous reste néanmoins important : il donne la possibilité aux ONG de comparer leurs pratiques ou tout simplement d'informer de la situation souvent dramatique dans leurs pays. Il permet également de révéler les grands enjeux que représentent les femmes dans tous les pays. Ainsi, on a pu voir tout au long de ce processus, la tendance très marquée du G77 (pays non alignés), Syrie et Algérie en tête, de ralentir par tous les moyens la procédure en cours. En conséquence, le texte qui sera présenté à Pékin+5, qui regroupe les amendements de tous les Etats, ne sera finalisé et donc public que la veille... Ce qui limite largement à la fois la marge de manœuvre diplomatique des autres pays, mais surtout celle des ONG qui resteront les dernières informées. Un autre perturbateur s'est taillé une place de choix : les « Pro-life ». 400 énergumènes se sont infiltrés dans les différents ateliers en mars, surtout ceux des jeunes, des lesbiennes et des droits à la santé reproductive, pour pister les militantes, minimiser le travail accompli mais surtout militer pour conserver la place contestée du Vatican au siège de l'ONU. Car enfin, ce sont des religieux (essentiellement des Catholiques) et pas simplement des intégristes – ils se targuent eux-mêmes de regrouper des membres de plusieurs obédiences – qui occupent les lieux, communiquent largement, psalmodient leur propagande.

Le dernier enjeu de taille et certainement le premier, qui est transversal à toutes les problématiques, est la mondialisation et son lot de déclinaisons : pauvreté mais aussi conséquence sur la mal-bouffe voire la non-bouffe, la destruction des nappes phréatiques, l'appropriation de l'eau par les multinationales, la disparition de l'agriculture paysanne, la spéculation financière, les escroqueries de l'industrie pharmaceutique, la course aux armements, le travail des enfants, le trafic des femmes,... Des agressions qui vont à l'encontre du développement, de la santé, de l'éducation,



attac

de la paix, de la vie. Est-il besoin de rappeler ici que ce sont massivement les femmes qui en font les frais.

Ouvrir le débat à toutes celles et tous ceux qui luttent contre la dictature des marchés

Très mal relayées par les médias traditionnels et les institutions, ces conférences laissent peu de traces, ne descendent pas ou peu dans la rue. Des organisations de femmes, de 80 pays de toutes les régions du monde, dont l'action principale est la communication et l'information, ont créé un réseau international 'WomenAction 2000' dont l'objectif est de permettre au monde entier de participer au processus Pékin + 5. Par le site web [www.womenaction.org](http://www.womenaction.org), les utilisateurs-trices peuvent suivre les dernières nouvelles concernant la conférence de juin. Elles et ils pourront également participer au jour le jour ou consulter des informations mises à leur disposition ultérieurement. (voir aussi article Courriel d'information n°122)

Les Pénélopes, membre français du réseau Womenaction2000, de la Marche mondiale des femmes, et militantes d'Attac de la première heure – pour clin d'œil, rappelez-vous que nous avons tenté d'animer un forum " femmes et mondialisation " sur le site d'Attac, il y a plus d'un an, et plus récemment notre coup de gueule sur Miss Attac –, produiront une émission de télévision interactive quotidienne en direct de New York d'une heure, à 1h30 GMT (visible à 22h30, heure française), du 4 au 9 juin prochain. Un-e ou plusieurs invité-es commenteront l'événement en anglais, français et espagnol, et des reportages alimenteront le débat en ligne. Tous les utilisateurs-trices pourront discuter via le chat, ce qui élargira et enrichira les émissions du lendemain. Ainsi, tout le monde peut participer et contribuer sans être sur place. C'est un des défis de cette émission. Par ailleurs, des textes de fond et des photos prises au cours de la conférence seront mis à la disposition du public en complément du programme audiovisuel. Chaque émission sera consultable en direct et archivée sur la chaîne des Pénélopes, Cyberfemmes <http://www.canalweb.net/vers/cyberfemmes.asp>

Par ailleurs, WomenAction2000 produira un magazine quotidien édité par une équipe de journalistes venant d'Asie, d'Afrique, d'Europe, d'Amérique du Nord et d'Amérique du Sud. Ce journal sera publié en français, espagnol et anglais et diffusé sous forme imprimée, sur le Web et par liste de diffusion. Cette information sera disponible à New York tous les matins à 9

heures et la veille après-midi par email. Si vous voulez recevoir ces informations, inscrivez-vous à la liste de discussion en envoyant un mail à [info@womenaction.org](mailto:info@womenaction.org). Enfin, WomenAction2000 fonctionnera en étroite collaboration avec FIRE (Information féministe radio) du Costa Rica. De cette façon, l'information Pékin+5 sera accessible sur les ondes radio. Le programme de FIRE est également disponible sur Internet: [www.fire.or.cr/indexeng.htm](http://www.fire.or.cr/indexeng.htm).

L'information fait notre force. La résistance des femmes sur tous les fronts est le ciment de tous les combats. La lutte contre la mondialisation financière, la mise à mort du libéralisme, le renversement de la pensée unique, la mise en lumière d'un contre-pouvoir, d'alternatives économiques, la construction d'une société égalitaire, passent par l'appropriation par les citoyens et citoyennes du monde d'un véritable projet politique appelé féminisme.

Joëlle Palmieri. Les Pénélopes,  
[penelopes@penelopes.org](mailto:penelopes@penelopes.org)  
<http://www.penelopes.org>

### Appel d'Amsterdam

Pour l'annulation de la dette africaine  
Afrique : Des Résistances aux Alternatives

Le nouvel esclavage de l'Afrique dû au fardeau de la dette et à l'imposition de l'ajustement structurel constitue le plus gros scandale du début du XXIe siècle. Dans l'écrasante majorité des pays africains, les sommes allouées au service de la dette sont supérieures à celles affectées à l'éducation et à la santé réunies. Il est devenu évident que chaque sou dépensé pour le remboursement obligatoire de la dette est un sou perdu dans la lutte contre la pauvreté, contre l'analphabétisme, contre la malaria, contre le SIDA et d'autres maladies pourtant facilement curables. Les plans d'ajustement structurel imposés par la Banque mondiale et le FMI ont contribué à enfoncer les économies de beaucoup de pays africains dans une crise profonde ; à aggraver les inégalités sociales et de genre ; à installer la pauvreté sur une vaste échelle ; à mettre en péril l'équilibre écologique et la sécurité alimentaire ; à entretenir des conflits et à créer les conditions d'une recolonisation du continent à travers les programmes de privatisation et de libéralisation sauvage.

Les initiatives de Cologne (juin 1999) et du Caire (Avril 2000), comme toutes celles qui les ont précédées, n'apportent aucune solution réelle.



attac

C'est au vu de tout cela qu'un vaste mouvement a pris forme à l'échelle mondiale, appelant à l'annulation pure et simple de la dette des pays du Tiers Monde et au rejet des programmes d'ajustement, qui n'ont fait que répandre la misère et la régression partout où ils ont été appliqués.

Dans la plupart des cas, la dette a été contractée par des gouvernements non démocratiques généralement soutenus par les pays les plus industrialisés, elle a permis le financement de politiques répressives, voire génocidaires comme au Rwanda en 1994, et n'a jamais profité aux populations des pays endettés. Le détournement de biens publics et de prêts a été systématiquement organisé au vu et au su des créanciers publics et privés du Nord. En droit international, la dette « odieuse » qui en résulte est nulle et non avenue.

En ce qui concerne plus spécifiquement l'Afrique sub-saharienne, un argument historique irréfutable pour exiger l'annulation inconditionnelle de sa dette est que ce qu'elle doit à ses "créanciers" occidentaux représente une infime parcelle de tout ce qui lui a été extorqué depuis le XVème siècle. De l'esclavage, qui a arraché au continent entre 60 et 100 millions de ses habitants pour les amener vers les Amériques, à la colonisation suivie de la recolonisation en cours, l'Afrique n'a que trop payé.

Aujourd'hui, la Banque Mondiale, qui est largement responsable du désastre des trente dernières années, reconnaît elle-même que la situation du développement humain se dégrade en Afrique. Le revenu réel par habitant a baissé de manière continue pendant cette période. Dans plusieurs pays d'Afrique, l'espérance de vie qui atteint à peine 46 ans tend à baisser dramatiquement comme conséquence de l'extension de la plus abjecte pauvreté. Malgré cela, le FMI et la Banque mondiale s'acharnent à imposer la poursuite de l'ajustement structurel et du remboursement de la dette, à travers l'initiative pour les Pays Pauvres Très Endettés (PPTTE). Seule la rhétorique a changé : le « cadre stratégique de lutte contre la pauvreté » a remplacé, dans le discours, les « plans d'ajustement structurel ». Pour toutes ces raisons, l'annulation immédiate et inconditionnelle de la totalité de la dette extérieure de l'Afrique est une exigence éthique et de justice sociale. Elle permettra de libérer des ressources supplémentaires pour investir dans les secteurs productifs, dans l'éducation et la culture, dans la santé, dans l'émancipation des femmes, dans le futur de la jeunesse, dans

les infrastructures de base, dans l'éradication de la pauvreté, dans la préservation de l'environnement et de la biodiversité, etc.

Dans le même temps, l'Afrique doit rompre avec les programmes d'ajustement, qui sont en grande partie responsables de la situation catastrophique dans laquelle elle se trouve aujourd'hui. L'accent mis sur l'austérité budgétaire, au nom de prétendus "équilibres macroéconomiques" et le désengagement imposé à l'Etat se sont traduits par une compression dramatique des dépenses publiques, qui à leur tour, ont engendré la récession, le chômage et la pauvreté. Les politiques de libéralisation et de privatisation ont contribué à étouffer les entreprises nationales et à favoriser le contrôle des économies africaines par les entreprises multinationales occidentales, pudiquement qualifiées de "partenaires stratégiques". Le dogme du libre échange a éloigné l'Afrique de la sécurité alimentaire. La création culturelle est en danger car soumise à une concurrence sauvage de produits culturels venant des pays les plus industrialisés. Ce n'est qu'en rompant avec de tels programmes que le continent pourra avoir une plus grande maîtrise de son destin en retrouvant sa liberté et son autonomie dans l'élaboration de ses propres politiques de développement.

L'opinion africaine ne peut assister passivement au sacrifice de générations entières et à une recolonisation du continent qui ne dit pas son nom. C'est pourquoi les organisations et personnalités africaines sont déterminées à mobiliser cette opinion pour qu'elle apporte sa contribution au vaste mouvement en cours à l'échelle mondiale. Ce mouvement a pris une grande ampleur avec le "Jubilé 2000", qui a mobilisé des millions de personnes à travers le monde, recueillant plus de 20 millions de signatures qui ont été présentées aux dirigeants du G-7 au mois de juin 1999 à Cologne. Mais cette campagne du "Jubilé 2000" prend fin cette année. Par conséquent, il devient nécessaire de faire le point sur les acquis et les limites de cette campagne afin de poursuivre la lutte pour l'annulation totale de la dette africaine, l'abandon des politiques d'ajustement et la réalisation de politiques dirigées vers le développement humain durable.

Nous inscrivons notre appel dans l'élan des déclarations d'Accra (Jubilé 2000 - avril 1998), Lusaka (Jubile 2000 - mai 1999), Johannesburg (Jubile Sud - novembre 1999) et Yaoundé (janvier 2000), ainsi que dans les initiatives convergentes de Paris (ATTAC - juin 1999), de Seattle, de la Marche Mondiale des Femmes de



attac

l'an 2000 et de l'appel de Bangkok (février 2000) qui ensemble exigent l'annulation pure et simple de la dette du Tiers Monde.

Réunis du 4 au 7 avril à Amsterdam, nous appelons à une rencontre internationale et panafricaine à Dakar du 12 au 17 décembre 2000 intitulée. DAKAR 2000 : des Résistances aux Alternatives » avec pour objectifs :

1. de faire le point sur l'état de l'endettement de l'Afrique à la fin de l'an 2000 après la campagne du Jubilé et évaluer l'impact des solutions bilatérales et multilatérales "d'allégement" de la dette;
2. de faire le bilan économique, social et humain des programmes d'ajustement structurel, en mettant en exergue leur impact sur certains secteurs-clés, tels que l'éducation, la santé, l'emploi, la distribution des revenus, l'agriculture traditionnelle, etc.;
3. d'élaborer des stratégies à court, moyen et long terme en vue:
  - a) de faire aboutir la lutte pour l'annulation de la dette et l'abandon des programmes d'ajustement
  - b) de contribuer à la mise en pratique d'une politique de développement centrée sur la satisfaction des besoins des populations. Cela suppose des politiques nouvelles de mobilisation et de redistribution des richesses ainsi que de nouvelles formes de financements (rapatriement de biens mal acquis, taxation des transactions financières internationales, commerce et politiques fiscales équitables, etc.).

Ajoutez votre signature  
Mouvement: .....  
Adresse postale : .....  
Email: .....  
Nom de la personne responsable: .....

Envoyer à [cadtm@skynet.be](mailto:cadtm@skynet.be) et "Dakar 2000"  
Coordinating Committee: e-mail:  
[jubilee.dk2000@sentoo.sn](mailto:jubilee.dk2000@sentoo.sn)

Au sein du mouvement international ATTAC, un groupe s'occupe spécifiquement de l'Afrique. Vous pouvez le contacter directement : [groupe-afrique@attac.org](mailto:groupe-afrique@attac.org)

### **Répression violente contre le MST**

Depuis avant hier le MST a lancé une "onde" d'invasions pacifiques des bâtiments publics dans toutes les grandes villes du Brésil pour protester contre la politique agraire fédérale.

Le MST refuse de continuer à négocier avec Raul Jungman, le ministre en charge de la réforme agraire. "Ce n'est pas ce ministre qui a autorité

en la matière, mais bien l'équipe économique du gouvernement. Nous voulons donc discuter avec le président et le ministre des finances".

Le MST exige l'augmentation des « désappropriations » des terres, l'augmentation des budgets pour la redistribution des terres et la libération de crédits pour les petits agriculteurs. Le MST veut éviter à tout prix les confrontations et les provocations policières.

Comme on pouvait s'y attendre, la presse écrite, la radio et la télévision dans son ensemble donnent une image extrêmement négative du MST, traitant les invasions des bâtiments publics "d'attentats terroristes" et les sans terre de fauteurs de troubles, de mutins. Le MST est une fois de plus condamné "a priori" .

Cela s'explique tout simplement d'une part parce que les médias comme d'habitude sont à la botte du gouvernement et que, mis à part quelques journalistes intègres et indépendants, tout le monde dénonce le MST. Parce que le gouvernement n'a pas la moindre intention de faire la réforme agraire au Brésil et que les sans terre le sont depuis 500 ans. Et que d'autre part les élites "agraires" agissent comme au Moyen-âge, que les membres de l'UDR (union démocratique ruraliste) organisent la lutte armée contre le MST sans que personne n'ait l'air de trouver cela anti-démocratique.

Pour le journal national (TV Globo), les membres de l'UDR sont des patriotes, et le peuple veut de "l'ordre" et la fin du désordre. Mais quand on apprend par ce même journal national qu'il y a un mort (un de plus) par balle et 87 blessés parmi les membres du MST lors d'une confrontation avec la police militaire du Parana qui les empêchait d'entrer dans la ville de Curitiba, on se demande qui met du "désordre".

La police militaire du Parana est tout simplement investie du droit d'assassiner pour garantir les privilèges des élites, empêcher le droit aux manifestations et le droit de circulation garanti par la Constitution à tout citoyen brésilien.

Et s'il fallait encore d'autres preuves de la manière dont les médias traitent les revendications du MST et le problème de la réforme agraire, voici des extraits d'un article d'un journal pas du tout de droite, le "Correio do Povo" de Porto Alegre.

### **LA TENSION SOCIALE AUGMENTE**

On assiste au Brésil à l'augmentation des tensions sociales, particulièrement dans le milieu



attac

rural, à cause du manque de respect constant envers la "propriété privée".

L'invasion des Fazendas (grandes propriétés) et des bâtiments publics devient absolument vulgaire et obéit à un programme pré-établi par le Mouvement des Sans Terre. Afin de marquer le 500ème anniversaire de la découverte du Brésil, le MST a décidé d'organiser 500 invasions cette année et ses dirigeants confirment que 1/5ème de ces invasions ont déjà été accomplies.

La nouvelle offensive du MST, et l'incapacité du gouvernement à l'empêcher, provoque une réaction tout à fait compréhensible de la part des propriétaires des zones menacées d'invasion. Le président de l'UDR (union démocratique ruraliste) affirme qu'un propriétaire de fazenda a le droit de défendre sa propriété les armes à la main.

Les invasions sont ostensiblement soutenues par la Commission Pastorale de la Terre, dont le président Tomas Balduino déclare que ce n'est qu'avec ce genre d'action que sera réalisée la réforme agraire.

On peut donc être certain que, vu les positions d'attaque et de défense de la propriété privée, nous allons rapidement vers un conflit armé dans les zones rurales, conflit qui jusqu'à présent avait été évité grâce à la patience et la tolérance des propriétaires ruraux.

Il est vrai que la justice a toujours donné gain de cause à ceux qui demandaient la récupération de leurs terres après leur invasion par les sans terre, mais les préjudices causés par ceux-ci sont énormes et ne sont jamais indemnisés. Il est évident qu'il faut à tout prix éviter le conflit armé, mais pour l'éviter il est indispensable que le gouvernement se dispose enfin à protéger la propriété privée.

Les mouvements sociaux ont un devoir à accomplir envers les "exclus", mais ils n'ont pas le droit de promouvoir le non respect envers les lois en vigueur dans ce pays. S'ils sortent des lois, comme cela se passe actuellement avec le MST, ils doivent être responsabilisés, par le gouvernement, des infractions qu'ils commettent.

Assister passivement à l'établissement d'une réforme agraire par la force, comme mouvement révolutionnaire, n'est pas admissible et ne peut être toléré dans un état de droit.

Greta van den Bempt, correspondante du Grain de sable à Porto Alegre (Brésil) [greta@attac.org](mailto:greta@attac.org)

## Brèves d'OMC

Médiocres perspectives pour redonner confiance en l'OMC aux Pays en Voie de développement.

Le Conseil Général qui doit se réunir le 3 Mai, doit discuter en particulier de l'accès aux marchés par les pays les moins développés et de l'application par les PVD des accords déjà existants au sein de l'OMC, sujet qui se révèle de plus en plus épineux.

On s'attend à très peu d'avancées sur le premier sujet, pas plus que sur l'augmentation du budget de l'OMC au chapitre de la coopération technique ou sur une transparence accrue dans les prises de décision de l'Organisation qui sont pourtant 3 des 4 éléments du programme destiné au rétablissement de la confiance. Il ne sera prise aucune décision lors de la réunion du 3 Mai pour une initiative dans ce sens., les membres se contentant de souligner les progrès réalisés dans les consultations informelles.

A la proposition de M.Moore de mettre en place un "dispositif spécial" pour traiter du problème de l'application pleine et entière des accords existants (beaucoup de PVD, qui reprochent depuis Seattle, aux pays développés d'avoir failli à leur engagement d'ouverture selon les accords de l'Uruguay Round, ont demandé un moratoire d'application), les USA ont déjà répondu que tout "dispositif spécial" se devait d'être universel, et pas seulement accessible aux PVD.

Le Pakistan et d'autres PVD ont déclaré qu'ils liaient la prise en considération de leur exigence d'obtenir des périodes transitoires allongées (notamment sur le libre-échange en matière de commerce électronique) à la reprise des travaux sur les sujets d'intérêt pour les pays développés. Les USA ont répondu que ces pays mélangeaient les sujets politiques avec leurs obligations légales de se conformer aux échéances existantes de l'OMC.

Par ailleurs, le désaccord se poursuit sur la désignation des présidents des Comités sur l'Agriculture et de la Propriété Industrielle.

La Commission des Nations-Unies sur le Développement durable (CSD-8) s'empare du dossier sur le Commerce mondial, l'Agriculture et l'Investissement.

Elle a également passé en revue les 10 ans écoulés depuis la Conférence sur



attac

l'Environnement et le Développement de 92 (dite de RIO).

Aucun gouvernement n'a cependant fait, comme on pouvait s'y attendre, de promesses précises pour apporter des fonds au projet de réduire de moitié la population affectée par la pauvreté absolue et l'insécurité alimentaire d'ici 2015, comme beaucoup de ministres en ont adopté le principe.

Le fait que commerce et environnement s'appuient l'un sur l'autre fut amplement démontré ce qui n'a pas empêché les PVD et le Groupe de Cairns de condamner la multi-fonctionnalité. Même réserve en ce qui concerne le degré de « soutenabilité » des accords commerciaux proposés par plusieurs pays développés comme moyens d'assurer la cohérence entre le commerce multilatéral et des objectifs de développement durable. Pour l'UE, ce principe devrait être au centre du futur round de négociations à l'OMC. Pour l'Équateur, il ne devrait en aucune manière être une condition à des concessions commerciales, chaque pays étant libre de le pratiquer ou non.

Si le souci de restaurer la confiance est générale, les pays développés favorisent plutôt le lien entre système commercial et préoccupations sociales et environnementales, tandis que, pour le Pakistan par exemple, commerce, finance et investissement sont au cœur du développement durable alors que normes sociales et environnementales restreindraient sont des éléments qui jouent en défaveur du développement durable.

Le Japon a demandé la mise en place d'un code de conduite précis rendant les règles de l'OMC et environnementales complémentaires.

En matière agricole, il n'est apparu aucun élément consensuel. Comme à l'OMC, UE et Japon ont apporté leur soutien au concept de multi-fonctionnalité. Le groupe de Cairns mais aussi l'Inde, l'Égypte, le Pakistan et la Malaisie sont contre ce principe, l'Argentine s'opposant à ce qu'il soit mentionné dans une des résolutions déposées et allant jusqu'à demander que le terme même soit banni du vocabulaire de la Commission.

En ce qui concerne le chapitre des Investissements et du Financement, les PVD ont souligné que leurs attentes pour le financement du développement durable n'avaient reçu aucun écho depuis Rio, en particulier le déclin de l'aide publique au développement (prévue pour atteindre 0.7 % du PIB des pays développés) et

les problèmes de la dette. Ils ont répété que les IDE (Investissements Directs à l'Étranger) ne peuvent pas et ne devraient pas remplacer l'aide.

Concernant RIO 10, il n'y aura pas de renégociation des accords. En marge des discussions, un accord de base semble avoir été trouvé pour l'établissement d'un Forum permanent des Nations-Unies sur les Forêts. Le désaccord persiste néanmoins sur la nécessité d'avoir recours à un instrument légalement contraignant pour l'exécution des décisions. Le soutien enthousiaste de ce projet par le G 77 (regroupant 133 PVD) va dépendre de l'établissement rapide d'un mécanisme financier destiné à promouvoir la gestion soutenable de la forêt dans les PVD.

Les paysans des PVD réclament des mesures protectionnistes

Les fermiers zambiens ont demandé à l'OMC de permettre à leur pays de mettre en place des subventions agricoles pour leur permettre d'être compétitifs sur le marché international puisque, disent-ils, nos gouvernements nous refusent des subventions au prétexte de libéralisation. La même approche avait été faite le mois dernier par le Secrétaire Général adjoint du COMESA (Marché Commun de l'Afrique orientale et Méridionale)

Des groupes d'agriculteurs asiatiques ont aussi demandé à l'OMC l'autorisation de poursuivre la même démarche jusqu'à ce que les pays développés aient libéralisé plus largement leurs marchés. Cette annonce a été faite le mois dernier lors d'une Conférence destinée à adopter une position commune parmi les mouvements asiatiques d'agriculteurs sur les discussions en matière agricole à l'OMC, la sécurité alimentaire devant en être la priorité, certains produits alimentaires de base des pays asiatiques, comme le riz, ne devant être soumis à aucune libéralisation accélérée.

Chine & Afrique du Sud veulent créer "un nouvel ordre international sur le plan économique et politique".

Cet effort commun des 2 pays est destiné à combattre les effets négatifs de la globalisation dans les PVD. Le Pdt Thabo Mbeki a déclaré que si le processus de globalisation ne pouvait être arrêté, il engage l'intervention des gouvernements du Sud afin que le monde en développement en profite aussi. "Cela ne peut se produire par enchantement, il faut intervenir d'une manière ou d'une autre" Les 2 pays ont





attac

l'intention de demander aux autres PVD de participer à cette action.

Groupe de travail « Traités internationaux et Paradis fiscaux ». [omc.marseille@attac.org](mailto:omc.marseille@attac.org)

### **Vous avez rendez-vous avec ATTAC**

D'ici au prochain numéro du Courriel d'information voici quelques rendez-vous d'ATTAC et de ses groupes locaux auxquels vous pouvez participer. Pour plus d'information, n'hésitez pas à consulter notre calendrier <<http://attac.org/fra/cale>>

- Mardi : PARIS 15 – ST MICHEL SUR ORGE – PERPIGNAN – FOIX – AIX EN PROVENCE – POITIERS – ROUEN – BREST – BORDEAUX – SALON DE PROVENCE
- Mercredi : TOULOUSE – PARIS 11 – LA ROCHELLE – ALBI – VERSAILLES – MARSEILLE – SAINT DENIS (93) – DIGNE – LANESTER – RENNES – LIMOGES – PARIS 13 – ANGERS
- Jeudi : BERGERAC – NIMES – FOUGERES – ROUEN – ST BRIEUC – DRANCY – ANGOULEME
- Vendredi : LAON – FOUGERES – ROUEN – QUIMPERLE – MONTMELIAN – TARBES – ST VINCENT DE TYROSSE – MARSEILLE - AVIGNON